

VERS UNE JUSTICE ÉCONOMIQUE ET CLIMATIQUE

Une analyse féministe des principales tendances

DÉCEMBRE 2024



SOMMAIRE

Photo de couverture : Anadolu, Getty Images

- 1 INTRODUCTION
- 3 LA DETTE
- 7 LE RÔLE DES INSTITUTIONS DE BRETTON WOODS
- 11 LA FISCALITÉ
- 14 LA FINANCE CLIMATIQUE
- 17 CONCLUSION

AUTRICES

Ce rapport a été rédigé par Arimbi Wahono (Shared Planet), en étroite collaboration avec Katie Tobin (Women's Environment & Development Organization).

AGRADECIMIENTOS

Nous tenons à remercier les personnes suivantes pour leur généreuse contribution et leur expertise dans la révision de ce rapport : Sanam Amin, Agatha Canape, Tara Daniels, Guillermina French, Julia Gerlo, Polina Girshova, Sophie Legros, Faith Lumonya, Emilia Reyes, Tove Maria Ryding, Amy McShane, et Shereen Talaat. Nous concevons ce projet continu comme une contribution aux mouvements plus vastes en faveur de la justice économique et climatique féministe auxquels nous prenons part. Nous exprimons notre profonde gratitude envers les collègues qui ont consacré du temps à enrichir ce rapport et à partager leurs analyses.

Conception réalisée par [Brevity and Wit](#). Traduit par Fany Lambert.

Ce rapport

Ce [rapport sur les principales tendances](#) examine les progrès et les défis relatifs à la mise en œuvre de la vision du Nexus action féministe pour la justice économique et climatique, telle qu'elle est décrite dans le [Plan d'action pour une justice économique féministe](#) et distillée dans nos [sept principales exigences](#). Dans cette mise à jour 2024, nous nous concentrons sur quatre domaines thématiques : 1) la dette, 2) les institutions de Bretton Woods (la Banque mondiale et le Fonds monétaire international), 3) la fiscalité, et 4) le financement climatique, en mettant l'accent sur les principaux développements et les données publiées entre la fin de l'année 2023 et octobre 2024. Si ce rapport n'inclut pas l'analyse approfondie des sites locaux de lutte pour les peuples et la planète présentée dans la première édition, nous réaffirmons notre engagement à faire preuve de solidarité et à amplifier les voix de celles et ceux qui se trouvent sur les lignes de front de la résistance.

Ce rapport est disponible en arabe, en français, en anglais et en espagnol à l'adresse economytrends.wedo.org.

INTRODUCTION

Face à l'escalade des conflits et des crises écologiques, la nécessité d'une action radicale et transformatrice en faveur d'une justice économique et climatique féministe s'impose plus que jamais. Le tout premier bilan mondial dressé par les Nations unies en 2023 a présenté l'analyse la plus approfondie à ce jour des actions climatiques menées à l'échelle de la planète. Le constat est alarmant : le monde est loin de respecter l'objectif de limiter le réchauffement climatique à 1,5 degré, et le temps est de plus en plus compté pour agir.¹ Dans une année marquée par des élections nationales pour près de la moitié de la population mondiale,² la défense de plateformes politiques garantissant l'égalité des sexes, les droits humains et la protection de notre planète devient un impératif absolu.

Les pays de l'hémisphère nord privilégient le financement de la guerre et des combustibles fossiles au détriment de la lutte contre le changement climatique et des services publics.

Les pays riches du Nord, ayant contribué à 92 % du dépassement du seuil d'émission équitable et sûr, portent une responsabilité disproportionnée dans la crise climatique. Pourtant, ils continuent de promouvoir le mythe de la « croissance verte », au lieu de prendre leurs responsabilités en engageant des mesures d'atténuation drastiques et en proposant des réparations pour soutenir les actions climatiques dans le Sud global.³ Par ailleurs, les cinq plus grandes compagnies pétrolières et gazières du monde ont versé des sommes sans précédent à leurs actionnaires en 2023,⁴ et cinq pays de l'hémisphère nord sont responsables à eux seuls de 51 % des nouvelles extensions de champs pétroliers et gaziers prévues d'ici à 2050.⁵ En parallèle, le militarisme, qui atteint des niveaux d'expansion historiques, comme l'illustrent les records atteints par les budgets de défense, alimente l'urgence climatique et détourne les fonds destinés à l'action climatique et aux services publics.⁶

Le génocide israélien des Palestiniens et l'extension de ses destructions au Liban, soutenus par l'aide financière et militaire des États-Unis, en sont la preuve la plus flagrante. Des décennies d'apartheid israélien ont rendu Gaza extrêmement vulnérable aux effets de la crise climatique, d'autant plus qu'Israël continue de déplacer les Palestiniens et de s'attaquer de manière systématique à leurs infrastructures sanitaires, environnementales et sociales.⁷ Cette occupation brutale n'a fait que s'intensifier. En effet, selon des estimations prudentes, plus de 180 000 personnes ont perdu la vie à Gaza depuis octobre 2023, que ce soit par des massacres ou par les conséquences dévastatrices de l'anéantissement d'infrastructures

- 1 Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (2023), [Dialogue technique au titre du premier bilan mondial. Rapport de synthèse établi par les cofacilitateurs du dialogue technique.](#)
- 2 Mark John and Sumanta Sen (2024), [Comment cette année d'élections devrait remodeler la politique mondiale](#), Reuters.
- 3 Jefim Vogel and Jason Hickel (2023) [Is green growth happening? An empirical analysis of achieved versus Paris-compliant CO2-GDP decoupling in high-income countries](#), (« La croissance verte est-elle en marche ? Une analyse empirique du découplage CO2-PIB dans les pays à revenu élevé par rapport au découplage réalisé dans le cadre de la Convention de Paris »), *The Lancet Planetary Health* 7(9); Jason Hickel (2020) [Quantifying national responsibility for climate breakdown: an equality-based attribution approach for carbon dioxide emissions in excess of the planetary boundary](#), (« Chiffrage de la responsabilité nationale dans la dégradation du climat : une approche d'attribution équitable pour les émissions de dioxyde de carbone dépassant la limite planétaire »), *The Lancet Planetary Health* 4(9).
- 4 Global Witness (2024) [US & European big oil profits top a quarter of a trillion dollars since the invasion of Ukraine](#) (« Les profits des grandes compagnies pétrolières américaines et européennes atteignent un quart de billion de dollars depuis l'invasion de l'Ukraine »).
- 5 Oil Change International (2023) [Planet Wreckers: How Countries' Oil and Gas Extraction Plans Risk Locking in Climate Chaos](#), *Planet Wreckers: How Countries' Oil and Gas Extraction Plans Risk Locking in Climate Chaos* (« Les destructeurs de la planète : comment les plans d'extraction de pétrole et de gaz des pays risquent de provoquer un chaos climatique irrémédiable »). En parallèle, un nouveau rapport du Clean Air Fund montre que l'aide aux projets liés aux combustibles fossiles a quadruplé en un an, passant de 1,2 milliard de dollars en 2021 à 5,4 milliards de dollars en 2022 : Clean Air Fund (2024) [The State of Global Air Quality Funding 2024](#) (« L'état du financement de la qualité de l'air dans le monde en 2024 »).
- 6 Nan Tian et al. (2024) [Trends in World Military Expenditure, 2023](#), (« Tendances des dépenses militaires mondiales en 2023 »), SIPRI; Peace and Demilitarization Working Group (n.d.) [Addressing Militarism for Climate Action](#), *Women & Gender*.
- 7 Climate + Community Project and Grassroots Global Justice Alliance (2024) [Climate justice demands ceasefire and arms embargo on Israel](#) (« La justice climatique exige un cessez-le-feu et un embargo sur les armes à destination d'Israël »); Patrick Bigger et al. (2023) *Ceasefire now, ceasefire forever: No climate justice without Palestinian freedom and self-determination*, *Climate & Community Institute*.

essentielles par Israël.⁸ Ce contexte ne fait que souligner le rôle fondamental de la résistance contre l'occupation et le militarisme dans la lutte pour une justice climatique et économique féministe mondiale.

Une approche structurelle féministe

La situation des femmes, des filles et des personnes issues de la diversité sexuelle et de genre est non seulement marquée par les conflits et la crise climatique, mais également par toute une série de facteurs macroéconomiques qui limitent les ressources nécessaires aux pays pour financer les mesures en faveur de l'égalité des sexes et de la lutte contre le changement climatique. De fait, la mise en place de services publics accessibles et abordables constitue la pierre angulaire de l'égalité en matière de genre. Touchées de plein fouet par l'austérité, les femmes doivent assumer davantage de charges domestiques lorsque les services publics sont limités. De plus, elles sont plus souvent employées dans le secteur public que les hommes et risquent donc de perdre leurs moyens de subsistance. Enfin, elles ont généralement des revenus plus faibles et subissent les conséquences des coupes dans les services publics et du démantèlement des politiques plus générales en matière d'égalité hommes-femmes, notamment celles visant à lutter contre les violences sexistes.⁹ Quand leurs droits sociaux et économiques sont bafoués, les femmes sont également moins à même de s'adapter au changement climatique et, de manière plus globale, à la dégradation de l'environnement en général.¹⁰

Le genre est systématiquement construit à partir de rapports inégaux en matière de pouvoir, d'accès, de voix et de droits. **Une analyse féministe structurelle exige donc de comprendre comment l'(in)égalité des sexes influe sur les systèmes politiques, la gouvernance économique mondiale, la financiarisation et le militarisme, et comment ceux-ci la renforcent.**¹¹ Ce type de système engendre une dynamique profondément inéquitable : les communautés marginalisées du Sud global subissent des effets dramatiques (précarisation des moyens de subsistance, dégradation des services essentiels, risques sanitaires accrus et mortalité), tout en continuant de voir leurs ressources expropriées¹² et en étant exposées à des violences institutionnelles sous forme de menaces, de harcèlement et d'autres formes d'intimidation. Au Nord, les puissances en place (multinationales, Réserve fédérale américaine, pays riches détenteurs de la dette souveraine du Sud) ont tout intérêt à maintenir le statu quo, lequel se traduit par la poursuite de l'extraction et de l'austérité dans la majorité des pays du monde.

Le lien étroit entre le climat, l'économie et la justice de genre

Ces évolutions sur les plans politique et économique ont de profondes répercussions sur la justice économique et climatique féministe, en particulier dans les quatre domaines clés présentés dans ce rapport (la dette, la fiscalité, le rôle des institutions de Bretton Woods et le financement climatique). Comme le montre l'infographie ci-dessous, les forces qui déterminent les tendances dans ces arènes, et les arènes politiques elles-mêmes, sont interconnectées, et la compréhension de ces liens est essentielle à une analyse féministe structurelle.

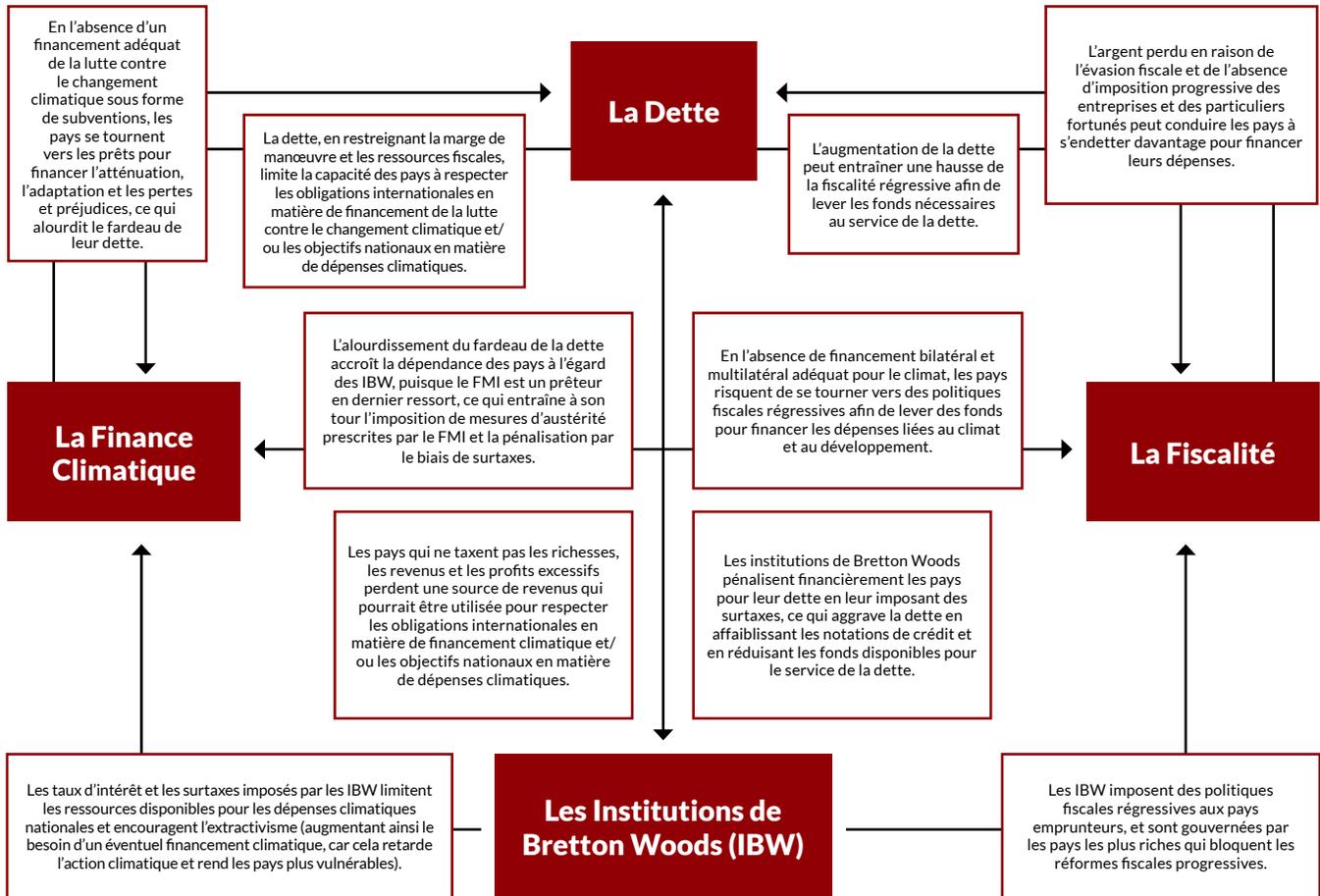
⁸ Rasha Khatib, Martin McKee and Salim Yusuf (2024) [Counting the dead in Gaza: difficult but essential](#), (« Compter les morts à Gaza : difficile, mais primordial »), *The Lancet* 404(10449).

⁹ Bhumika Muchhala (2023) [A Feminist Social Contract Rooted in Fiscal Justice: An Outline of Eight Feminist Economics Alternatives](#), (« Un aperçu des huit alternatives de l'économie féministe »), *ChristianAid*.

¹⁰ APWLD, FEMNET, Fós Feminista and WEDO (2022) [Toward a Gender-Transformative Agenda for Climate and Environmental Action](#) (« Femmes, égalité des sexes et changement climatique »).

¹¹ Bhumika Muchhala (2023) [A Feminist Social Contract Rooted in Fiscal Justice: An Outline of Eight Feminist Economics Alternatives](#), (« Un aperçu des huit alternatives de l'économie féministe ») *ChristianAid*.

¹² Thilagawathi Abi Deivanayaham (2023) [Envisioning environmental equity: climate change, health, and racial justice](#), (« Pour une équité environnementale : changement climatique, santé et justice raciale »), *The Lancet* 402(10395).



LA DETTE

Au cours de l'année écoulée, les Nations unies, le Groupe de la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, le G7 et le G20 ont tous tiré la sonnette d'alarme sur l'aggravation de la crise de la dette à laquelle sont confrontés les pays du Sud. Malgré le consensus sur la gravité de la crise, les solutions proposées à l'échelle mondiale n'ont pas été à la hauteur de l'ampleur de l'enjeu. Bien que les États touchés, en particulier dans le Pacifique et sur le continent africain, aient exprimé haut et fort la nécessité d'annuler la dette, **les pays riches qui détiennent la majorité de la dette du Sud bloquent toute tentative de transformer le régime actuel de résolution de la dette orienté vers les créanciers.** En agissant de la sorte, ils font obstruction à la justice de genre : à mesure que le fardeau de la dette s'alourdit, les gouvernements réduisent les services publics essentiels pour les femmes et les filles, qui compensent alors ces manques par une augmentation du travail de soins.¹³

Une crise de la dette qui ne cesse de s'aggraver

En 2024, les paiements au titre du service de la dette des pays vulnérables au changement climatique ont atteint des niveaux record, les plus élevés depuis au moins trois décennies.^{14,15} Ces pays continuent de figurer parmi les plus lourdement endettés

¹³ Melania Chiponda et Anne Songole (2023) [AUne analyse féministe de la triple crise : Le changement climatique, la dette et la COVID-19 au Zimbabwe et au Kenya](#), *Nexus Action féministe pour la justice économique et climatique*.

¹⁴ Debt Justice (2024) [Debt payments for climate vulnerable countries hit highest level since at least 1990](#) (« Les paiements de la dette des pays vulnérables au changement climatique atteignent leur plus haut niveau depuis au moins 1990 »).

¹⁵ **Plus généralement, dans le Sud global, 130 pays présentent au moins un niveau d'endettement légèrement critique. Erlassjahr mesure l'endettement « légèrement critique » en se référant au niveau de surendettement d'un pays selon des indicateurs comprenant la dette publique en proportion du PIB annuel ou des recettes publiques, la dette extérieure en proportion du RNB annuel, du PIB ou des recettes d'exportation annuelles, et le service de la dette extérieure en proportion des recettes d'exportation annuelles. Les pays présentant un endettement légèrement critique affichent au moins un indicateur de dette dépassant le seuil de risque le plus bas.** Voir Misereor et erlassjahr.de (2024) [Global Sovereign Debt Monitor 2024](#) (« Observatoire mondial de la dette souveraine 2024 »).

du globe : le service de la dette a donc pour effet d'évincer leurs dépenses liées au climat, alors qu'ils en ont le plus grand besoin pour s'adapter aux impacts du changement climatique. **En 2024, les 50 pays les plus vulnérables au changement climatique auront consacré en moyenne au moins 15,5 % de leurs recettes publiques au remboursement de leur dette extérieure, un chiffre quatre fois supérieur à celui de 2010.**¹⁶ Simultanément, la pression croissante de la dette pousse les gouvernements à financer son remboursement en développant les industries extractives, ce qui ne fait qu'aggraver les causes et les conséquences de l'érosion de la diversité biologique et de la crise climatique.¹⁷

Les pays les plus vulnérables au changement climatique s'endettent de plus en plus

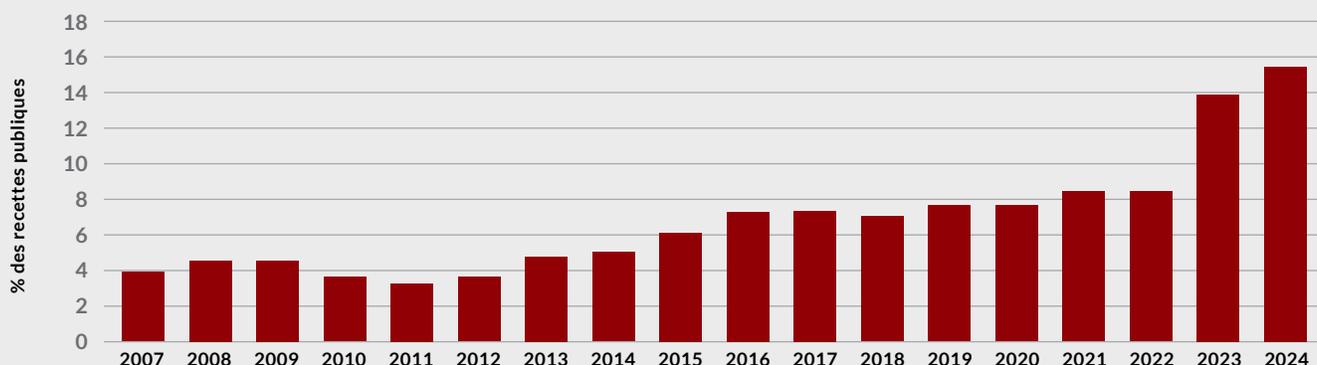


Figure 1 : moyenne (médiane) des paiements de la dette extérieure pour les 50 pays les plus vulnérables au climat, mesurée en pourcentage des recettes publiques (Debt Justice, 2024).

Les créanciers privés (parmi lesquels les fonds d'investissement, les banques, les compagnies d'assurance et les négociants en matières premières) continuent de détenir la plus grande proportion de cette dette (38 %). Pour la plupart, ce sont des entités basées dans l'hémisphère nord, 97 % des créances obligataires dans le monde étant émises et donc régies par le droit britannique ou américain.¹⁸ **En raison de leur position dominante, les créanciers privés sont souvent les premiers à tirer profit des retards dans les négociations de restructuration.** Au Suriname, par exemple, qui est lourdement endetté, les créanciers privés ont conclu en novembre 2023 un accord leur permettant d'annuler un montant dérisoire de 262 millions de dollars de dette (bien en deçà de ce que le FMI jugeait nécessaire pour assurer la viabilité du pays) en échange du versement d'une somme potentielle de 787 millions de dollars provenant des futures recettes pétrolières du pays.¹⁹

La situation financière des pays du Sud est particulièrement sensible aux fluctuations économiques mondiales, notamment aux décisions prises par les économies avancées. Cette fragilité s'est manifestée de manière frappante en 2023, lorsque les hausses successives des taux d'intérêt américains ont considérablement alourdi la charge de la dette pour de nombreux pays du Sud, dont les emprunts sont majoritairement libellés en dollars.²⁰

Les conséquences des hausses de taux d'intérêt sont particulièrement sévères pour les pays ayant une faible notation de crédit, car ils font face à des taux d'intérêt supérieurs d'environ 20 points au taux de référence mondial, des taux plus de neuf fois supérieurs à ceux appliqués aux autres pays dits « en développement ».²¹ Le marché des notations de crédit est

¹⁶ Debt Justice (2024) [Debt payments for climate vulnerable countries hit highest level since at least 1990](#) (« Les paiements de la dette des pays vulnérables au changement climatique atteignent leur plus haut niveau depuis au moins 1990 »).

¹⁷ Biodiversity Capital Research Collective (2024) [Exporter l'extinction : Comment le système financier international entrave l'avenir de la biodiversité.](#)

¹⁸ Cette dette est mesurée sur la base des paiements d'intérêts externes de 49 pays vulnérables au changement climatique entre 2023 et 2030. Voir Debt Justice (2024) [Debt payments for climate vulnerable countries hit highest level since at least 1990](#) (« Les paiements de la dette des pays vulnérables au changement climatique atteignent leur plus haut niveau depuis au moins 1990 »).

¹⁹ Misereor and erlassjahr.de (2024) [Global Sovereign Debt Monitor 2024](#) (« Observatoire mondial de la dette souveraine 2024 »); Debt Justice (2024) [Analysing outcomes from debt restructurings](#) (« Analyse des résultats des restructurations de dettes »).

²⁰ Christopher J. Waller (2024) [The Dollar's International Role](#) (« Le rôle du dollar sur la scène internationale »).

²¹ Philip Kenworthy, M. Ayhan Kose, et Nikita Perevalov (2024) [Dette souveraine : les pays en développement mal notés pris au piège d'une crise silencieuse](#), Banque mondiale Blogs.

dominé par trois acteurs majeurs (Moody's, Standard and Poor's, et Fitch Ratings) qui contrôlent à elles seules plus de 90 % des évaluations mondiales. Elles attribuent fréquemment des notes « spéculatives » aux pays pauvres, les considérant comme des environnements d'investissement risqués. Cette classification oblige les pays à offrir des taux d'intérêt plus élevés sur leurs obligations pour attirer les investisseurs.²² Les pratiques des « Big 3 » engendrent un cercle vicieux : un endettement croissant peut entraîner une dégradation de la notation de crédit, qui va augmenter le coût des emprunts futurs et donc aggraver le fardeau de la dette.²³

Résolution de la dette : l'impasse des fausses solutions

Les pays en développement, représentés par le G77 et la Chine, persistent dans leur revendication d'un système équitable de gestion de la dette, sous l'égide des Nations Unies, dans lequel tous les pays négocieraient sur un pied d'égalité. Malgré ces demandes croissantes, très peu d'actions ont été entreprises pour faire progresser un tel mécanisme. En lieu et place d'une réforme en profondeur, les créanciers influents, tels que le Club de Paris, continuent de promouvoir des solutions fragmentaires et teintées d'un héritage colonial. Ces approches, incarnées par le Cadre commun du G20 pour le traitement de la dette et des instruments tels que les échanges de créances, favorisent les intérêts des créanciers privés au détriment des besoins réels des pays endettés. Elles éludent les questions cruciales, telles que l'allègement substantiel de la dette, l'annulation totale des dettes jugées illégitimes et les réparations dues par le Nord au Sud pour la dette écologique et climatique.

Les créanciers et intermédiaires financiers présentent souvent les échanges de créances comme une panacée. Ces mécanismes proposent une réduction de la dette en contre-partie d'investissements ciblés dans des initiatives spécifiques. À première vue, cette approche semble offrir un double avantage aux pays débiteurs qui peuvent simultanément traiter leur dette et financer des domaines jugés prioritaires, tels que le développement, le climat ou la préservation de la nature.²⁴ **Cependant, cette solution s'avère largement insuffisante : en 30 ans, les échanges de créances ont traité à peine 0,11 % de la dette totale, une goutte d'eau face à l'ampleur de la crise.** Même s'ils étaient développés à plus grande échelle, les échanges de créances sont des instruments longs à mettre en place, complexes à gérer, et engendrent des frais de transaction élevés, assortis de conditionnalités contraignantes : les pays débiteurs se voient imposer des conditions strictes sur l'utilisation des fonds libérés. Par-dessus tout, ils détournent l'attention du véritable enjeu : l'annulation pure et simple de la dette, tout en maintenant le contrôle des pays du Nord et des institutions financières sur les dépenses des pays du Sud, prolongeant ainsi une forme de domination économique postcoloniale.²⁵

En el 2023, Ecuador completó el mayor canje de deuda por naturaleza del mundo hasta el momento, con el objetivo de destinar los fondos para la conservación marina en las Galápagos. La Red Latinoamericana por Justicia Económica y Social (Latindadd) criticó el acuerdo sujeto al interés privado por la falta de integridad, transparencia y consulta a la comunidad. En el marco de este acuerdo, Ecuador debe ceder su soberanía para aceptar financiamiento condicionado y cubrir tanto los costos de una garantía del Banco Interamericano de Desarrollo (IBD) y los honorarios de los consultores legales y financieros privados e internacionales, y esto dirige los fondos a los agentes privados en busca de rentas. En lugar de promover una conservación positiva y la obtención de resultados comunitarios, el canje de la deuda tan solicitado solo reforzó la exclusión y el mal manejo de los fondos con la excusa de igualdad, mientras que desestima la necesidad de ajustar la estructura de la deuda colonial y desactualizada.^{26, 27}

²² Libby George et al. (2024) [How Africa's 'ticket' to prosperity fueled a debt bomb](#), (« L'Afrique piégée par sa course au développement : l'engrenage de l'endettement »), *Reuters*.

²³ Philip Kenworthy, M. Ayhan Kose, et Nikita Perevalov (2024) [Dette souveraine : les pays en développement mal notés pris au piège d'une crise silencieuse](#), *Banque mondiale Blogs*.

²⁴ Iolanda Fresnillo (2023) [Miracle or Mirage? Are debt swaps really a silver bullet?](#), (« Miracle ou mirage ? L'échange de créances est-il vraiment une solution miracle ? »), *Eurodad*.

²⁵ Ibid. [notre traduction].

²⁶ Latindadd (2023) [Galapagos deal: an ignominious legacy](#) (« L'accord de Galapagos : un héritage ignominieux ») ; Latindadd (2024) [IDB Investigation Mechanism accepts complaint against Galapagos Debt Swap filed by local communities](#) (« Le mécanisme d'enquête de la BID accepte la plainte déposée par les communautés locales contre l'échange de créances des Galapagos »).

²⁷ À titre d'exemple pour mesurer l'ampleur de la situation : alors que l'échange de créances devrait permettre de canaliser au moins 12 millions de dollars par an pour la conservation des îles Galapagos, l'Équateur a dépensé en moyenne 77 millions de dollars par an sur la seule période 2021-2023 en surtaxes versées auprès du FMI, qui sanctionne la détention d'une dette « excessive » auprès du Fonds. Ceci qui souligne l'inefficacité de ces échanges de créances tant que le dispositif plus large de la dette n'est pas modifié. Voir Ivana Vasic-Lalovic, Michael Galant and Francisco Amsler Amsler (2024) [A Broader Impact Than Ever Before: An Updated Estimate of the IMF's Surcharges](#), (« Le véritable coût des prêts du FMI : une nouvelle analyse des surtaxes »), *CEPR*.



Restructuration de la dette dans le cadre commun du G20 et au-delà : la Zambie et le Sri Lanka

En juin 2024, la Zambie a finalisé un accord de restructuration de sa dette après plus de trois ans de pourparlers au titre du Cadre commun du G20. Cet accord stipule que le pays doit verser cette année 450 millions de dollars à des créanciers privés, dont BlackRock, le plus grand détenteur connu de dette extérieure privée en Zambie et dans l'ensemble des pays du Sud. Le même mois, le FMI a prêté 570 millions de dollars à la Zambie pour faire face à la sécheresse la plus désastreuse qu'elle ait connue depuis près de 60 ans. Ainsi, le pays se retrouve dans une situation paradoxale : alors que le prêt du FMI vise à répondre à une urgence climatique, l'accord du Cadre commun oblige la Zambie à consacrer l'équivalent de 80 % de ce montant au remboursement de ses créanciers.²⁸ Le mécanisme prévoit une augmentation des remboursements si l'économie zambienne se porte mieux que prévu, mais ne comporte pas de clause permettant de suspendre ou réduire les paiements en cas de crise, comme la sécheresse actuelle.²⁹

L'accord de restructuration de la dette du Sri Lanka, conclu en juillet 2024, présente des similitudes frappantes avec celui de la Zambie, bien qu'il ait été négocié hors du Cadre commun du G20. Cette exclusion s'explique par le statut de pays à revenu intermédiaire du Sri Lanka. Les termes de cet accord révèlent une nette préférence pour les créanciers privés : en cas de performance économique supérieure aux attentes, les porteurs d'obligations recevront 46 % de plus que les prêteurs publics. Cette disposition s'inscrit dans une tendance qui privilégie les créanciers privés, ceux-ci bénéficiant à la fois d'un remboursement prioritaire et de pertes moindres par rapport aux créanciers bilatéraux.³⁰ La charge financière pour le Sri Lanka s'avère particulièrement lourde : le pays devra consacrer plus de 25 % de ses recettes publiques au remboursement de sa dette extérieure. Cette proportion est deux fois plus élevée que celle imposée à la Zambie. Cet engagement financier considérable est prévu pour durer au moins une décennie.³¹

- 28** Monique Vanek (2024) [Zambia Gets \\$570 Million From IMF as Drought Takes Toll](#), (« La Zambie reçoit 570 millions de dollars de la part du FMI alors que la sécheresse fait des ravages »), *Bloomberg UK*.
- 29** Debt Justice UK (2024) [Zambia's debt relief deal with bondholders, initial analysis](#) (« L'accord d'allègement de la dette de la Zambie avec les porteurs d'obligations, première analyse »).
- 30** Matthias Schlegl, Christoph Trebesh, and Mark L. J. Wright (2019) [The Seniority Structure of Sovereign Debt](#), (« La structure de séniorité de la dette souveraine »), *NBER*.
- 31** Debt Justice (2024) [Sri Lanka's bondholders to get repaid 20%-45% more than governments](#) (« Les détenteurs d'obligations du Sri Lanka bénéficieront d'un remboursement supérieur de 20 à 45 % à celui des gouvernements »).

LE RÔLE DES INSTITUTIONS DE BRETTON WOODS

L'année 2024 marque les 80 ans de la création de la Banque mondiale et du FMI, deux institutions qui, à l'heure où l'urgence d'une gouvernance mondiale démocratique, équitable et responsable se fait sentir, révèlent plus que jamais leur profonde incompatibilité avec ces idéaux. **Les structures de gouvernance des institutions de Bretton Woods restent dominées par les pays du Nord, tandis que leur gestion des dettes des pays du Sud perpétue des cycles punitifs, exacerbant à la fois les politiques d'austérité et les crises climatiques.** L'engagement croissant de ces institutions dans les questions du climat et du genre doit être accueilli avec scepticisme. En effet, il sert à masquer les dommages qu'elles infligent aux populations et à la planète, tout en limitant activement une participation citoyenne significative, notamment en cooptant et en diluant les visions radicales sur le genre, le climat et le développement.³²

Le groupe de la banque mondiale continue de privilégier l'investissement privé

La 21^e reconstitution (IDA21) à venir de l'Association internationale de développement (IDA) représente une occasion déterminante pour mobiliser les ressources nécessaires à des services publics tenant compte des questions de genre et de l'action climatique dans les pays les plus pauvres. En tant que principal bras financier de la Banque mondiale, l'IDA est le premier fournisseur multilatéral de subventions et de financements concessionnels (inférieurs aux taux du marché) pour les pays à faible revenu.³³ Le président de la Banque mondiale, Ajay Banga, a exhorté les pays riches à faire de ce cycle de reconstitution (qui doit s'achever en décembre 2024) « le plus important de tous les temps »,³⁴ avec une contribution d'au moins 28 à 30 milliards de dollars, soit une augmentation réelle d'environ 10 % par rapport à IDA20. **Cependant, au cours de la dernière décennie, les contributions des pays donateurs ont diminué d'environ 20 %.** Pour 2024, les grands contributeurs affichent déjà leur réticence à maintenir leur niveau de financement actuel, sans parler de l'augmenter.³⁵

La stagnation des contributions des donateurs à l'ida reflète des ambitions largement insatisfaites

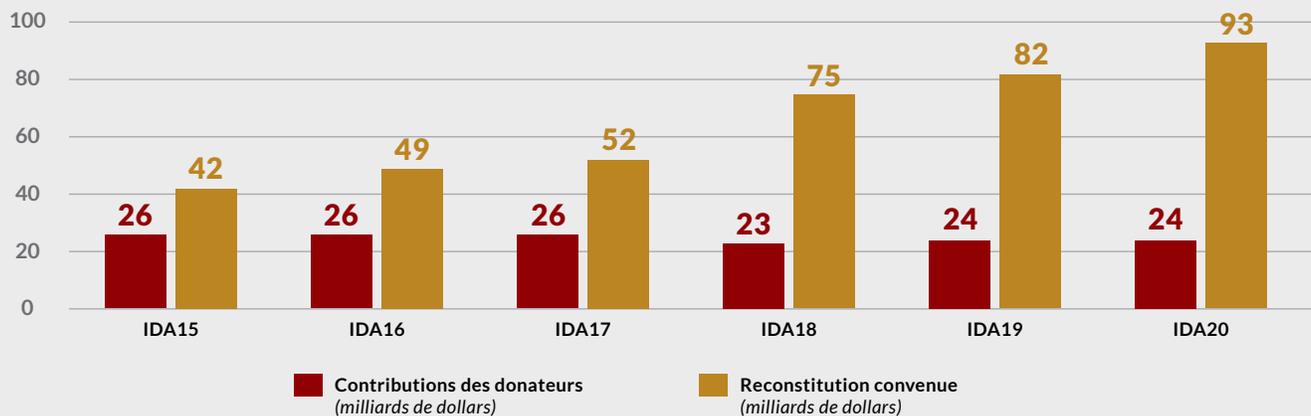


Figure 2: Composition des reconstitutions passées des ressources au titre de l'IDA, comparant les contributions des donateurs aux montants de reconstitution convenus (en milliards de dollars dans les deux cas) pour illustrer la stagnation des contributions des donateurs malgré des accords de plus en plus ambitieux. Il convient de noter que les chiffres ci-dessus montrent une stagnation en termes de dollars nominaux, mais qu'en termes réels (tenant compte de l'inflation), les contributions des donateurs ont diminué d'environ 20 % au cours de la dernière décennie. (Center for Global Development, 2024).³⁶

- ³² Rachel Nadelman (2024) [Is the World Bank rolling back commitments to citizen engagement, again?](#) (« La Banque mondiale revient-elle une fois de plus sur ses engagements en matière de participation citoyenne ? »), *Bretton Woods Project*.
- ³³ Vice-présidence du Groupe de la Banque mondiale chargée du financement du développement (2024) [Association internationale de développement](#).
- ³⁴ Ajay Banga (2023) [Allocution d'Ajay Banga à l'occasion de l'examen à mi-parcours de l'Association internationale de développement \(IDA\)](#), *Groupe de la Banque mondiale*.
- ³⁵ Clemence Landers (2024) [Can IDA Break the 100-Billion-Dollar Mark? The Math Is Difficult, but Not Impossible](#), (« L'IDA peut-elle franchir la barre des 100 milliards de dollars ? Le calcul est difficile, mais pas impossible »), *Center for Global Development*.
- ³⁶ Ibid.

Les réformes promises par Ajay Banga se traduisent principalement par une volonté de rationalisation et de simplification, qui a fait de l'IDA21 une initiative nettement moins ambitieuse que l'IDA20 sur les enjeux liés au genre.³⁷ Ceci illustre la superficialité de la Stratégie Genre 2024-2030 récemment publiée par le Groupe de la Banque mondiale.³⁸ Selon une analyse du Center for Global Development, **l'IDA21 a non seulement réduit le nombre d'engagements politiques en matière de genre, qui passent de huit à seulement deux, mais elle restreint également la portée de ces objectifs à seulement 18 des pays IDA les plus vulnérables, soit uniquement 25 % de tous les pays éligibles à l'IDA.**³⁹

Parallèlement, la stagnation, voire la diminution des financements de l'IDA, montre que la Banque mondiale et ses riches donateurs refusent de fournir les moyens nécessaires pour obtenir des résultats significatifs en matière d'égalité de genre.

Le montant promis pour l'IDA21 est tout aussi significatif que les bénéficiaires qu'il vise à soutenir.⁴⁰ Fidèle au modèle de développement privilégiant les investissements privés, la Banque mondiale utilise des fonds publics pour attirer des capitaux privés, réduisant de ce fait les risques pour les entreprises grâce à des subventions publiques. Ce mécanisme s'incarne dans le Guichet de promotion du secteur privé (PSW), créé en 2017.⁴¹ Plutôt que de diriger directement les ressources vers les gouvernements, le PSW mobilise les fonds limités de l'IDA pour « catalyser » l'investissement privé par le biais des branches du secteur privé de la Banque. Ainsi, **l'une de ces branches, la Société financière internationale (SFI), est depuis devenue un bénéficiaire net des ressources de l'IDA, au lieu d'en être contributrice.**⁴² Malgré les milliards de dollars reçus de l'IDA, le PSW n'a pas réussi à freiner la baisse des engagements de l'IFC envers les pays les plus nécessiteux. Plus préoccupant encore, les projets de l'IFC dans ces pays affichent des performances en matière de développement parmi les plus faibles jamais enregistrées, comme le révèle une évaluation du Groupe d'évaluation indépendant de la Banque mondiale.⁴³

... Tandis que le fonds monétaire international surtaxe ses débiteurs

La politique régressive de surtaxes du FMI pénalise les pays les plus endettés précisément au moment où ils en ont le moins les moyens, en leur imposant des frais supplémentaires sur les prêts importants qui ne sont pas remboursés rapidement.⁴⁴ Parmi les pays payant des surtaxes en plus d'une dette déjà écrasante figure le Pakistan, vulnérable au changement climatique et confronté à des pertes historiques dues aux inondations, ainsi que l'Égypte, où la pauvreté s'est aggravée et où une crise alimentaire perdure, exacerbées par une décennie de politiques d'austérité soutenues par le FMI.⁴⁵ Avant l'examen des surtaxes prévu en 2024, le Pakistan et l'Égypte devaient respectivement payer 445 millions et 646 millions de dollars en surtaxes entre 2024 et 2028.⁴⁶

-
- ³⁷ Mary Borrowman and Kelsey Harris (2024) [Streamlining Versus Substance: Risks and Opportunities for Gender Equality in the IDA21 Replenishment](#), (« Rationalisation et substance : risques et opportunités pour l'égalité des sexes dans le cadre de la reconstitution des ressources de l'IDA21 »), *Center for Global Development*.
- ³⁸ Groupe de la Banque mondiale (2024), [Stratégie du Groupe de la Banque mondiale en matière de genre : accélérer l'égalité pour les femmes et les filles](#).
- ³⁹ Mary Borrowman and Kelsey Harris (2024) [Streamlining Versus Substance: Risks and Opportunities for Gender Equality in the IDA21 Replenishment](#), (« Rationalisation et substance : risques et opportunités pour l'égalité des sexes dans le cadre de la reconstitution des ressources de l'IDA21 »), *Center for Global Development*.
- ⁴⁰ Jayati Ghosh and Farwa Sial (2021) [A Wrong Turn for World Bank Concessional Lending](#), (« Le virage contestable des prêts préférentiels de la Banque mondiale »), *Project Syndicate*.
- ⁴¹ Groupe de la Banque mondiale (2015), [From billions to trillions : MDB contributions to financing for development](#) (« Des milliards aux billions : les contributions de la BMD au financement du développement ») ; Association internationale de développement (sans date), [What is the IDA Private Sector Window?](#) (« Qu'est-ce que le guichet du secteur privé de l'IDA ? »), *World Bank Group*.
- ⁴² Charles Kenny (2019) [Is the New Model IFC a Good Deal for IDA Countries?](#), (« Le nouveau modèle de la SFI est-il avantageux pour les pays de l'IDA ? »), *Center for Global Development*.
- ⁴³ Charles Kenny (2024) [Has the IDA PSW Increased IFC Investments in IDA Countries?](#), (« Le PSW de l'IDA a-t-il augmenté les investissements de l'IFC dans les pays de l'IDA ? »), *Center for Global Development*; *World Bank Group* (2023) [Results and Performance of the World Bank Group 2023](#), (« Résultats et performances 2023 du Groupe de la Banque mondiale »), *Independent Evaluation Group*.
- ⁴⁴ Joseph E. Stiglitz and Kevin P. Gallagher (2022) [Understanding the consequences of IMF surcharges: the need for reform](#), (« Les surtaxes du FMI : un mécanisme controversé à repenser »), *Review of Keynesian Economics* 10(3).
- ⁴⁵ MENAFem (2024) [End surcharges campaign](#) (« Campagne de lutte contre les surtaxes »); Ruth Michaelson and Menna Farouk (2023) [Inflation, IMF austerity and grandiose military plans edge more Egyptians into poverty](#), (« L'inflation, l'austérité du FMI et les plans militaires grandioses plongent de plus en plus d'Égyptiens dans la pauvreté »), *The Guardian*; Ivana Vasic-Lalovic, Michael Galant, and Francisco Amsler (2024) [A Broader Impact Than Ever Before: An Updated Estimate of the IMF's Surcharges](#), (« Le véritable coût des prêts du FMI : une nouvelle analyse des surtaxes ») *CEPR*; *Human Rights Watch* (2023) [Egypt: IMF Bailout Highlights Risks of Austerity, Corruption](#) (« Égypte : le plan de sauvetage du FMI met en lumière les risques d'austérité et de corruption »).
- ⁴⁶ Ivana Vasic-Lalovic, Michael Galant, and Francisco Amsler (2024) [A Broader Impact Than Ever Before: An Updated Estimate of the IMF's Surcharges](#), (« Le véritable coût des prêts du FMI : une nouvelle analyse des surtaxes »), *CEPR*; Timothy E. Kaldas (2024) [Economics is political: the IMF's programme in Egypt can't succeed without reforming both](#), (« L'économie est politique : le programme du FMI en Égypte ne peut réussir sans réformer les deux institutions »), *The Bretton Woods Project*.

Au total, il était estimé que les pays endettés paieraient un montant cumulé de 10 milliards de dollars en surtaxes sur cette période, alors même que le FMI avait déjà largement dépassé ses objectifs de collecte de fonds.⁴⁷ Les revenus considérables tirés des surtaxes risquent de prolonger et d'aggraver les ralentissements économiques, ce qui est en complète contradiction avec l'objectif affiché du FMI de favoriser la reprise.⁴⁸ Cependant, grâce aux campagnes persistantes de la société civile et à une pression internationale accrue, le FMI a réduit ses surtaxes de 36 % en octobre 2024, marquant un tournant positif. En 2026, on s'attend à ce que le nombre de pays payant des surtaxes tombe à 13 (contre 22 pays en 2024, mais toujours plus que les 8 pays d'avant la pandémie en 2019). On prévoit qu'en 2026, le nombre de pays soumis à ces frais supplémentaires passera à 13, contre 22 en 2024, bien qu'il reste supérieur aux huit pays concernés avant la pandémie en 2019.⁴⁹ Malgré cette avancée, de nombreuses organisations de la société civile jugent ces ajustements progressifs insuffisants et continuent de réclamer l'élimination totale des surtaxes.⁵⁰

L'examen intermédiaire du Fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité (FRD) du FMI,⁵¹ réalisé en mai 2024, est également soumis à une forte critique. Bien qu'il mette en avant l'« utilité » du FRD, il élude les préoccupations soulevées par la société civile concernant l'écoblanchiment, les politiques d'austérité et son rôle dans l'aggravation de la dette.⁵² Financé par les droits de tirage spéciaux (DTS), une monnaie de réserve du FMI conçue pour renforcer les liquidités, le FRD impose aux pays emprunteurs de mettre en œuvre des « changements institutionnels permanents » afin d'« attirer les investisseurs privés ». Pour accéder à ces fonds, les emprunteurs doivent déjà être engagés dans un programme du FMI, qui comprend souvent des conditions allant à l'encontre des objectifs climatiques affichés par le FRD.⁵³ **Au Sénégal, par exemple, un accord de FRD visant à atténuer les effets du changement climatique entre en conflit avec un programme parallèle du FMI qui encourage l'expansion des combustibles fossiles.**⁵⁴ En tant qu'instrument générateur de dettes (contrairement aux allocations de DTS qui augmentent les réserves des pays riches sans accroître leur dette), le FRD illustre le caractère colonial des mécanismes financiers du FMI. Le FMI, dominé par le Nord, n'offre que des ressources limitées aux pays du Sud, ceux qui en ont le plus besoin pour l'action climatique, tout en les soumettant à des conditionnalités extractivistes ou austéritaires.

Dans ce contexte général d'austérité punitive imposée et d'efforts peu ambitieux pour stimuler l'action climatique, la note d'orientation intérimaire sur le genre publiée par le FMI en 2024 apparaît largement symbolique et insuffisante.⁵⁵ Ce document propose des lignes directrices facultatives sur la manière dont le personnel peut intégrer une analyse de genre dans les activités du FMI, tout en continuant à promouvoir des solutions politiques controversées, comme les partenariats public-privé et le financement privé. Cependant, il ne reconnaît à aucun moment les préjudices historiques et actuels infligés aux femmes et aux populations issues de la diversité de genre par ces politiques et par le FMI lui-même.⁵⁶

-
- ⁴⁷ Ivana Vasic-Lalovic, Michael Galant, and Francisco Amsler (2024) [A Broader Impact Than Ever Before: An Updated Estimate of the IMF's Surcharges](#), (« Le véritable coût des prêts du FMI : une nouvelle analyse des surtaxes »), *CEPR*; Timothy E. Kaldas (2024) [Economics is political: the IMF's programme in Egypt can't succeed without reforming both](#), (« L'économie est politique : le programme du FMI en Égypte ne peut réussir sans réformer les deux institutions »), *The Bretton Woods Project*.
- ⁴⁸ MENAFem (2024), [End surcharges campaign](#) (« Campagne de lutte contre les surtaxes »); Shereen Talaat and Dan Beeton (2024), [Now would be a good time for the IMF to do away with unfair and unnecessary surtaxes](#) (« Le moment est venu pour le FMI de supprimer les surtaxes injustes et inutiles »), *MENAFem*.
- ⁴⁹ International Monetary Fund (2024) [Frequently Asked Questions on the Fund's Charges and the Surcharge Policy](#) (« Questions fréquemment posées sur les frais du Fonds et la politique de surtaxe »).
- ⁵⁰ Bretton Woods Project (2024) [IMF surcharges review: tinkering at the margins as crises deepen?](#) (« Révision des surtaxes du FMI : un bricolage à la marge alors que les crises s'aggravent ? »).
- ⁵¹ Pour en savoir plus sur les DTS, voir le [Rapport sur les tendances 2023](#) et Bretton Woods Project (2024), [IMF board's reluctance leaves Special Drawing Rights as an underused tool in Fund's toolbox](#) (« Les Droits de tirage spéciaux, un levier sous-utilisé dans l'arsenal du FMI en raison des réticences de son conseil d'administration »).
- ⁵² Jwala Rambarran (2024) [Making Sense of the IMF's Interim Review of the Resilience and Sustainability Trust](#), (« Comprendre l'examen intermédiaire du Fonds fiduciaire pour la résilience et la viabilité du FMI »), *Global Development Policy Center*; International Monetary Fund (2024) [Interim Review of The Resilience and Sustainability Trust and Review of Adequacy of Resources](#) (« Examen intermédiaire du Fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité et examen de l'adéquation des ressources »).
- ⁵³ International Monetary Fund (2023) [Resilience and Sustainability Facility—Operational Guidance Note](#) (« Note d'orientation opérationnelle relative à la facilité pour la résilience et la durabilité »).
- ⁵⁴ Recourse (2024) [Greening IMF lending: Elusive prospects, mixed evidence](#) (« Rapport sur le Fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité du FMI - Recourse »).
- ⁵⁵ International Monetary Fund (2024) [Interim Guidance Note on Mainstreaming Gender at The IMF](#) (« Note d'orientation intérimaire sur l'intégration de la dimension de genre au FMI »).
- ⁵⁶ Bretton Woods Project (2024) [IMF's Interim Guidance Note on Mainstreaming Gender fails to address negative gendered impacts of IMF austerity](#) (« La note d'orientation intérimaire du FMI sur l'intégration de la dimension de genre ne tient pas compte des effets négatifs de l'austérité du FMI sur les femmes »).



La pression exercée par le FMI et la banque mondiale en faveur des politiques d'austérité en Argentine

L'Argentine est le principal débiteur du FMI, avec une dette atteignant 42,9 milliards de dollars en 2024 et des milliards de surtaxes à régler dans les années à venir.⁵⁷ En 2021, le FMI a rejeté sa demande d'un allègement temporaire des surtaxes, la contraignant à s'engager dans un cycle d'extractivisme à court terme pour supporter le poids écrasant de sa dette.⁵⁸ Depuis, plusieurs accords négociés avec le FMI ont poussé le pays à augmenter ses recettes d'exportation grâce à l'agriculture intensive de soja, à l'exploitation minière et aux combustibles fossiles, des secteurs largement associés à la déforestation, à la perte de diversité biologique et à la violation des droits et des moyens de subsistance des populations autochtones.⁵⁹ Le Fonds a notamment encouragé l'exploitation continue de la formation Vaca Muerta pour stimuler les exportations de pétrole et de gaz, avec une projection ambitieuse : faire passer les exportations de 100 000 à 900 000 barils par jour entre 2023 et 2030.⁶⁰ Dans sa stratégie et son plan d'action nationaux pour la diversité biologique (NBSAP), le gouvernement argentin identifie sa dette comme un obstacle majeur à la réalisation d'objectifs essentiels en matière de conservation.⁶¹

Fin 2023, l'élection à la présidence de Javier Milei, un capitaliste radical ultralibéral et climatosceptique d'extrême droite, a marqué un tournant. Sa victoire a été saluée à la fois par la Banque mondiale et par le FMI,⁶² ce dernier allant jusqu'à féliciter Milei pour ses « mesures audacieuses pour restaurer la stabilité macroéconomique et commencer à s'attaquer aux obstacles à la croissance ». ⁶³ Comment Javier Milei s'y est-il pris ? Ces mesures incluent des actions drastiques : la dissolution du ministère de l'Environnement, des coupes massives dans les retraites et les universités, le licenciement de milliers d'employés du secteur public, la privatisation planifiée de plus de 24 entreprises d'État fournissant des services publics essentiels,⁶⁴ ainsi que la suppression de divers services et de politiques tenant compte de l'égalité des sexes. Parmi ces services figurent des initiatives destinées à protéger les victimes de féminicides, de violences et de trafics, ainsi que des services de protection sociale et de soins plus larges.⁶⁵

- 57** International Monetary Fund (2024) [Total IMF Credit Outstanding Movement From October 01, 2024 to October 29, 2024](#) (« Mouvement de l'encours total des crédits du FMI du 1er octobre 2024 au 29 octobre 2024 »).
- 58** Jorgelina Do Rosario and Eric Martin (2021) [IMF Rejected Argentina's Request for Temporary Surcharges Relief](#), (« Le FMI a rejeté la demande d'allègement temporaire des surtaxes présentée par l'Argentine »), Bloomberg UK.
- 59** Biodiversity Capital Research Collective (2024) [Exporter l'extinction : Comment le système financier international entrave l'avenir de la biodiversité](#).
- 60** FARN (n.d.) [Argentina under IMF Orthodox Adjustment Policy](#) (« L'Argentine soumise à la politique d'ajustement orthodoxe du FMI ») ; International Monetary Fund (2024) [Argentina: Seventh Review under the Extended Arrangement under the Extended Fund Facility](#) (« Argentine : septième revue de l'accord élargi au titre du mécanisme élargi de crédit ») ; Recourse (2024) [Report: The IMF talks about climate change but pushes Argentina into fracking](#) (« Rapport : le FMI parle de changement climatique, mais pousse l'Argentine à la fracturation hydraulique »).
- 61** Biodiversity Capital Research Collective (2024) [Exporter l'extinction : Comment le système financier international entrave l'avenir de la biodiversité](#).
- 62** The World Bank Group (2024) [Argentina Overview: Development news, research, data](#). (« Vue d'ensemble de l'Argentine : actualités, recherches et données sur le développement »).
- 63** International Monetary Fund (2024) [Argentina: Seventh Review under the Extended Arrangement under the Extended Fund Facility](#) (« Argentine : septième revue de l'accord élargi au titre du mécanisme élargi de crédit »).
- 64** Robert Plummer (2024), [Have Milei's first six months improved the Argentine economy?](#) (« Les six premiers mois de Milei ont-ils amélioré l'économie argentine ? »), BBC News ; FARN (sans date) [Argentina under IMF Orthodox Adjustment Policy](#) (« L'Argentine soumise à la politique d'ajustement orthodoxe du FMI »).
- 65** FARN, ETFE et Recourse (2024), [State of affairs in Argentina and the IMF agreement: views from civil society](#) (« La situation en Argentine et l'accord avec le FMI : le point de vue de la société civile ») ; Civil Association for Equality and Justice (sans date), [Un ajuste que agranda la brecha](#) (« Un ajustement qui creuse l'écart »).

LA FISCALITÉ

Au cours de la prochaine décennie, près de 5 000 milliards de dollars de recettes fiscales seront détournés par des multinationales et des particuliers fortunés exploitant les paradis fiscaux.⁶⁶ Alors que les bénéfices des entreprises atteignent des sommets, les recettes issues de l'impôt sur les sociétés stagnent.⁶⁷ Pour compenser le manque à gagner de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les sociétés, les gouvernements se tournent souvent vers une fiscalité régressive, comme les taxes à la consommation, qui pèsent de manière disproportionnée sur les femmes. Celles-ci sont plus nombreuses que les hommes à percevoir des revenus faibles. La réforme du régime fiscal mondial est essentielle pour garantir une justice économique et climatique féministe. Elle permettrait non seulement aux gouvernements de mobiliser les ressources nécessaires pour financer des actions climatiques et des biens et services publics sensibles au genre, mais contribuerait plus largement à réparer et rééquilibrer les inégalités structurelles historiques, notamment celles liées au genre.⁶⁸

Une réforme du régime fiscal mondial

Sous l'impulsion du Groupe africain, les pays du Sud ont mené une campagne longue et soutenue en faveur d'une convention-cadre des Nations unies sur la coopération fiscale internationale, juridiquement contraignante. En 2023, cette campagne a franchi une étape décisive lorsque l'Assemblée générale des Nations unies a adopté une résolution visant à élaborer une telle convention. Cet instrument vise à rendre le régime fiscal mondial plus équitable en le plaçant sous l'égide des Nations unies, un forum multilatéral plus démocratique, et en s'attaquant aux lacunes qui permettent l'évasion fiscale et les abus liés à l'impôt sur les sociétés.⁶⁹

Lors des négociations de 2024, les pays riches, soucieux de préserver le système actuel dominé par l'OCDE, qui leur confère une influence disproportionnée pour façonner les règles en leur faveur, ont vivement contesté cette initiative. Néanmoins, grâce au principe démocratique « un pays, une voix » des Nations unies, une décision historique a été prise pour négocier une convention fiscale des Nations unies et deux protocoles supplémentaires juridiquement contraignants, avec une échéance fixée à 2027. 110 pays ont voté en faveur de la décision, une victoire écrasante, tandis que seuls huit pays s'y sont opposés. Ces derniers sont tous de riches membres de l'OCDE : États-Unis, Canada, Royaume-Uni, Japon, Israël, Corée du Sud, Australie et Nouvelle-Zélande. Les pays de l'Union européenne, initialement opposés, ont choisi de s'abstenir.⁷⁰

⁶⁶ Tax Justice Network (2023) [Justice Fiscale : État des Lieux 2023](#).

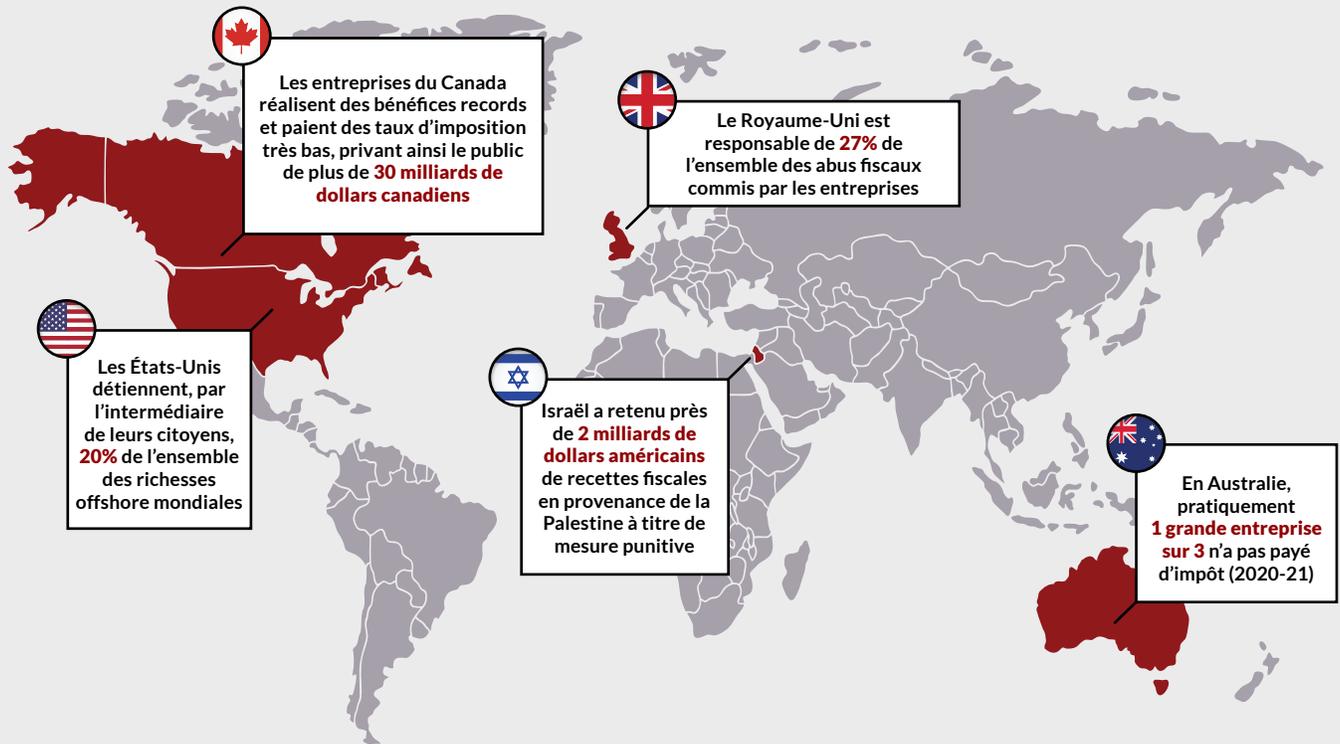
⁶⁷ Joseph E. Stiglitz (2024) [The International Tax System Is Broken](#) (« Le système fiscal international est défaillant »), *Foreign Affairs*.

⁶⁸ Global Tax Justice (2021) [Feminist Taxation Framing: with examples from Uganda](#). (« La fiscalité vue par le prisme féministe : exemples tirés de l'Ouganda »). **Pour en savoir plus sur les liens entre la fiscalité, le genre et la justice environnementale, voir la note d'Arimbi Wahono (Shared Planet) pour WEDO, la Coalition pour la transparence financière et le Centre pour les droits économiques et sociaux.**

⁶⁹ United Nations (2023) [Second Committee Approves Nine Draft Resolutions, Including Texts on International Tax Cooperation, External Debt, Global Climate, Poverty Eradication](#) (« La Deuxième Commission approuve neuf projets de résolution, dont des textes sur la coopération fiscale internationale, la dette extérieure, le climat mondial et l'éradication de la pauvreté »).

⁷⁰ Tove Ryding (2024) [After landslide vote, UN adopts ambitious mandate for three legally binding global tax deals](#) (« Après un vote écrasant, l'ONU adopte un mandat ambitieux pour trois accords fiscaux mondiaux juridiquement contraignants »), *Eurodad*.

De los 8 países más ricos que votaron en contra de la convención fiscal de la onu...



Sources : Middle East Monitor, 2024; Tax Justice Network, 2023; Australian Taxation Office, 2022.⁷¹

Les acteurs de la société civile ont salué le mandat final comme représentant une « lueur d'espoir pour un système fiscal mondial juste et efficace », comprenant des engagements clairs permettant de lutter contre l'évasion fiscale tout en établissant des liens explicites entre la fiscalité et la protection de l'environnement.⁷² Les gouvernements du Sud ont joué un rôle déterminant dans l'établissement des objectifs ambitieux du texte. Les pays d'Amérique latine, par exemple, ont insisté pour que la convention contribue à réduire les inégalités en imposant aux ultra-riches de payer leur juste part d'impôts.⁷³ Le Brésil, qui a également défendu la convention tout au long de l'année dans le cadre de sa présidence du G20, a plaidé pour l'inclusion de la notion de « progressivité » comme objectif central. Cependant, cette proposition a été bloquée par les objections du Canada, de l'Estonie et de l'Arabie saoudite. En dépit de ce revers, des principes d'inclusivité, d'équité et de transparence ont tout de même été intégrés au texte.⁷⁴

Malgré son inclusion dans la résolution initiale présentée par le Groupe africain en 2023, la dimension genre a été largement négligée dans les termes de référence du mandat.⁷⁵ Les acteurs de la société civile, notamment l'APMDD (Asian Peoples' Movement on Debt and Development, ou Mouvement des peuples asiatiques sur la dette et le développement), se sont battus pour réintroduire cette question lors des négociations de cette année, mais leurs appels sont restés sans réponse. Il est impératif que les négociations futures amplifient les demandes pour une reconnaissance explicite de l'impact des systèmes fiscaux sur l'égalité des sexes.⁷⁶

⁷¹ Middle East Monitor (2024) [Report: Israel withholds \\$1.8bn in Palestinian tax revenues](#) (« Rapport : Israël retient 1,8 milliard de dollars de recettes fiscales palestiniennes ») ; Tax Justice Network (2023) [Justice Fiscale : État des Lieux 2023](#) ; DT Cochrane (2022), [Non redevable : Comment le Canada a-t-il perdu 30 milliards de dollars au profit des sociétés ?](#), Canadiens pour une fiscalité équitable ; Australian Taxation Office (2022), [Corporate tax transparency report for the 2020-21 income year](#) (« Rapport de transparence sur l'impôt sur les sociétés pour l'exercice fiscal 2020-21 »).

⁷² Tove Ryding (2024) [After landslide vote, UN adopts ambitious mandate for three legally binding global tax deals](#) (« Après un vote écrasant, l'ONU adopte un mandat ambitieux pour trois accords fiscaux mondiaux juridiquement contraignants »), *Eurodad*.

⁷³ Tove Ryding (2024) [UN Tax Convention negotiations: New draft text shows that an ambitious outcome is still within reach](#) (« Les négociations sur la Convention fiscale de l'ONU : un nouveau projet de texte montre qu'un résultat ambitieux est toujours à portée de main »), *Eurodad*.

⁷⁴ Tove Ryding (@toveryding) (2024) [Post from 16 Aug 2024](#) (« Message du 16 août 2024 »), X; G20 (2024) [At the G20, Brazil's proposal to tax the super-rich may raise up to 250 billion dollars a year](#) (« Au G20, la proposition du Brésil de taxer les super-riches pourrait rapporter jusqu'à 250 milliards de dollars par an »).

⁷⁵ Assemblée générale des Nations unies (2023), [Promotion d'une coopération internationale inclusive et efficace en matière fiscale à l'Organisation des Nations Unies](#).

⁷⁶ Civil Society Financing for Development Mechanism (2024), [The Preamble and Principles: A Place for Human Rights](#) (« Le préambule et les principes : une place pour les droits humains »), *The FfD Chronicle*.

La génération z du Kenya rejette les propositions fiscales soutenues par le FMI lors de manifestations massives

En mai 2024, le Parlement kenyan a dévoilé un projet de loi de finances prévoyant des augmentations de taxes sur des biens et services essentiels tels que le pain, l'huile végétale, les serviettes hygiéniques et les couches, afin de collecter les fonds nécessaires pour rembourser les 80 milliards de dollars que le pays doit à ses créanciers. Dans le cadre de son programme pour le Kenya, le FMI a conditionné l'octroi de ses prêts à des mesures de réduction du déficit budgétaire, notamment par l'instauration d'impôts régressifs, bien qu'il ait conscience des risques élevés de contestations en raison de l'impact disproportionné de ces taxes sur les populations les plus vulnérables.⁷⁷ Lors de l'annonce du projet de loi de finances, le FMI a félicité le gouvernement pour ses efforts de réduction des dépenses publiques, jugées nécessaires à la « stabilité fiscale ».⁷⁸

En réponse, la jeunesse kenyane s'est rapidement mobilisée sur les plateformes de médias sociaux telles que TikTok et Instagram pour appeler à des manifestations pacifiques.⁷⁹ Malgré tout, la répression brutale des forces de l'ordre a entraîné un bilan tragique : au moins 39 morts, 361 blessés, 627 arrestations, et 32 cas de disparitions forcées ou involontaires en seulement deux semaines.⁸⁰ De nombreux manifestants ont été contraints de fuir en raison de menaces non déterminées, tandis que la pression populaire poussait le président William Ruto à retirer le projet de loi. Cette décision a entraîné une rétrogradation du Kenya par l'agence de notation Moody's à la catégorie « junk » (« spéculative »), augmentant le coût de l'accès aux capitaux internationaux.⁸¹ Malgré l'abandon du projet de loi, les manifestations se sont poursuivies, avec des appels croissants à la démission de Ruto.⁸² Ce mouvement a été marqué par un rejet explicite du rôle du FMI dans l'alimentation de la crise de la dette kenyane, considéré comme à l'origine du projet de loi controversé. Des pancartes brandies par de jeunes manifestants affichaient des messages clairs, tels que « Nous ne sommes pas les larbins du FMI » et « Le Kenya n'est pas le rat de laboratoire du FMI », qualifiant Ruto de « marionnette » du FMI.⁸³

La dette du Kenya, qui représente 73 % de son PIB, exerce en effet une pression insoutenable sur les finances publiques.⁸⁴ Les paiements d'intérêts à eux seuls surpassent les dépenses combinées consacrées à l'éducation, à la nutrition infantile, à l'eau potable et à la santé.⁸⁵ Ce phénomène reflète une tendance plus large en Afrique, où le service de la dette dépasse les budgets publics nécessaires au respect des droits humains et à la garantie de l'intégrité écologique.⁸⁶ Paradoxalement, bien que le Kenya perde 190 millions de dollars par an en raison des abus fiscaux internationaux,⁸⁷ le gouvernement Ruto a préféré augmenter les taxes sur des biens de première nécessité plutôt que d'imposer davantage les entreprises et les ultra-riches.⁸⁸ La crise kenyane illustre l'intersection des injustices liées à la dette, à la fiscalité et aux politiques d'austérité imposées par le FMI. Ce contexte exacerbe les inégalités économiques tout en alimentant une résistance populaire face au contrôle financier mondial et aux politiques nationales qui lui sont subordonnées.⁸⁹

- 77** International Monetary Fund (2024) [Kenya: 2023 Article IV Consultation-Sixth Reviews Under the Extended Fund Facility and Extended Credit Facility Arrangements](#) (« Kenya : Consultation de 2023 au titre de l'article IV - Sixièmes examens dans le cadre du mécanisme élargi de crédit et de la facilité élargie de crédit »); erlassjahr.de (2024) [#RejectFinanceBill2024 protests in Kenya - When austerity leads to human rights violations](#) (« Manifestations #RejectFinanceBill2024 au Kenya - Quand l'austérité conduit à des violations des droits de l'homme »); Government of Kenya (2024) [Finance Bill, 2024](#) (« Projet de loi de finances, 2024 »); Basillioh Rukanga (2024) [What are Kenya's controversial tax proposals?](#) (« Quelles sont les propositions fiscales controversées du Kenya ? »), *BBC News*.
- 78** International Monetary Fund (2024) [IMF Reaches Staff-Level Agreement with Kenya on Seventh Reviews of the Extended Fund Facility and Extended Credit Facility Arrangements and the Second Review Under the Resilience and Sustainability Facility](#) (« Le FMI conclut avec le Kenya un accord au niveau des services sur le septième examen des accords au titre de la facilité élargie de crédit et de la facilité de crédit élargie, ainsi que sur le deuxième examen au titre de la facilité pour la résilience et la viabilité de l'économie »).
- 79** Wycliffe Muia (2024) [Kenya Finance Bill: Gen Z anti-tax revolutionaries - the new faces of protest](#) (« Projet de loi de finances du Kenya : Les révolutionnaires anti-impôts de la génération Z, les nouveaux visages de la contestation »), *BBC News*.
- 80** Daniel Mule (2024) [Update on the Status of Human Rights in Kenya during the Anti-Finance Bill Protests](#), (« État des lieux de la situation des droits humains au Kenya lors des manifestations contre le projet de loi sur la finance »), *Kenya National Commission on Human Rights*.
- 81** Libby George et al. (2024) [How Africa's 'ticket' to prosperity fueled a debt bomb](#), (« L'Afrique piégée par sa course au développement : l'engrenage de l'endettement »), *Reuters*.
- 82** Giulia Paravicini and Aaron Ross (2024) [Kenya president backs down on tax hikes after deadly unrest](#) (« Le président kenyan renonce à augmenter les taxes après les troubles meurtriers »), *Reuters*.
- 83** Andres Schipani and Aanu Adeoye (2024) [Kenya's mass protests expose African fury with IMF](#), (« Les manifestations massives au Kenya révèlent la colère des Africains à l'égard du FMI ») [notre traduction]. Voir aussi : Wangari Kinoti and Lina Moraa (2024) [Kenya's growing youth movement for fiscal justice rejects IMF-mandated austerity](#), (« Au Kenya, le mouvement des jeunes en faveur de la justice fiscale rejette l'austérité imposée par le FMI »), *Bretton Woods Project*.
- 84** International Monetary Fund (2024), [General government gross debt as percent of GDP](#) (« Dette brute des administrations publiques en pourcentage du PIB »).
- 85** James Thuo Gathii (2024) [Alternatives to Kenya's Austerity and the Militarized Response to the GenZ Revolution](#) (« Alternatives à l'austérité au Kenya et réponse militarisée à la révolution GenZ »), *AfronomicsLaw*; Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (2023), [Un monde de dettes : Vulnérabilité de la dette mondiale et son impact sur les pays en développement](#).
- 86** Debt Service Watch (n.d.) [The Worst Ever Global Debt Crisis](#) (« La pire crise de la dette mondiale qui ait jamais existé »).
- 87** Tax Justice Network (n.d.) [Country Profiles : Kenya](#) (« Profils de pays : le Kenya »).
- 88** James Thuo Gathii (2024) [Alternatives to Kenya's Austerity and the Militarized Response to the GenZ Revolution](#) (« Alternatives à l'austérité au Kenya et réponse militarisée à la révolution GenZ »), *AfronomicsLaw*.
- 89** Pour en savoir plus à ce sujet, voir : Melania Chiponda et Anne Songole (2023), [Une analyse féministe de la triple crise : Le changement climatique, la dette et la COVID-19 au Zimbabwe et au Kenya](#), *Nexus Action féministe pour la justice économique et climatique*.

LA FINANCE CLIMATIQUE

Conformément à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et à l'Accord de Paris, les pays dits « développés » du Nord global sont tenus de fournir aux pays « en développement » les ressources financières à la lutte contre le changement climatique. Ce financement est essentiel pour faire face à la crise climatique, d'autant que les pays du Sud subissent de manière disproportionnée ses effets, combinés à une dette écologique, des politiques d'austérité et une crise de la dette souveraine. Cependant, les pays riches continuent de manquer à leur responsabilité de fournir des financements adéquats, publics et sous forme de subventions, destinés à l'atténuation, l'adaptation et la gestion des pertes et préjudices. Cette situation a des conséquences particulièrement graves pour les femmes, les filles et les personnes issues de la diversité de genre, qui, en première ligne face à cette crise, supportent des charges de soins accrues avec des moyens limités, tout en luttant contre les systèmes d'extraction à l'origine de ces problèmes.

De l'engagement des 100 milliards de dollars à un objectif plus ambitieux, et réalisable ?

En 2024, l'OCDE a annoncé que les pays développés avaient finalement respecté leur engagement annuel, au titre de la CCNUCC, de verser 100 milliards de dollars de financement climatique aux pays en développement. Ce financement atteignait 115,9 milliards en 2022, soit une augmentation de 30 % par rapport à 2021.⁹⁰ Cependant, une analyse approfondie réalisée par Oxfam révèle que la majorité de ce financement public (69 %) a été proposée sous forme de prêts. En réalité, lorsque l'on considère l'équivalent en subventions, les contributions des pays développés ne représentent que 28 à 35 milliards de dollars, dont seulement 12,5 à 15 milliards ont été consacrés à l'adaptation, un montant largement insuffisant.⁹¹ Une grande partie de ces fonds a été dévolue à des projets qui ne semblent financer ni l'atténuation ni l'adaptation, comme la construction par le Japon d'une nouvelle centrale à charbon au Bangladesh, ou l'octroi par les États-Unis de prêts à Haïti pour l'agrandissement d'un hôtel.⁹²

Le financement climatique est loin de répondre aux besoins réels



2,4 billions de dollars par an

Besoins réels des pays en développement en matière de financement climatique



115,9 milliards de dollars par an

Sommes versées par les pays riches en 2022



31,5 milliards de dollars par an

Équivalent-subvention du financement climatique accordé en 2022

Sources : OCDE, 2024 ; Oxfam, 2024 ; Independent High-Level Expert Group on Climate Finance, 2022.⁹³

⁹⁰ OECD (2024) [Financement climatique fourni et mobilisé par les pays développés en 2013-2022](#).

⁹¹ Jan Kowalzig et al. (2024) [Climate Finance Short-Changed, 2024 Update](#), (« Le financement climatique à court terme, mise à jour 2024 »), Oxfam.

⁹² Emma Rumney et al. (2023) [Special Report: Nations who pledged to fight climate change are sending money to strange places](#), (« Rapport spécial : Les pays qui se sont engagés à lutter contre le changement climatique envoient de l'argent dans des endroits étranges »), Reuters.

⁹³ OCDE (2024), [Financement climatique fourni et mobilisé par les pays développés en 2013-2022](#) ; Jan Kowalzig et al. (2024), [Climate Finance Short-Changed, 2024 Update](#) (« Le financement climatique à court terme, mise à jour 2024 »), Oxfam ; Vera Songwe, Nicholas Stern and Amar Bhattacharya (2022), [Finance for climate action: scaling up investment for climate and development](#) (« Financement de l'action climatique : augmenter les investissements pour le climat et le développement »), Independent High-Level Expert Group on Climate Finance.

L'approche de financement adoptée met également l'accent sur la mobilisation de capitaux privés, une orientation soulignée par l'OCDE, qui considère que « le secteur privé jouera un rôle clé pour combler le déficit d'investissement ».⁹⁴ Cette stratégie nuit à une véritable justice climatique en détournant les ressources publiques, déjà limitées, de solutions locales et inclusives, comme les services sensibles au genre ou les initiatives locales d'adaptation, pour les rediriger vers des projets verts orientés vers le marché et les profits.⁹⁵ Selon les rapports de l'OCDE, le financement privé mobilisé (subventionné) par le financement public du climat s'élevait à 21,9 milliards de dollars en 2022.⁹⁶

L'orientation actuelle du financement climatique risque de perpétuer les modèles extractivistes et exploitants sous couvert de projets « verts ». Cette perspective est particulièrement alarmante compte tenu des prévisions de besoins en matières premières essentielles. Ainsi, la demande de lithium devrait être multipliée par 42 d'ici à 2040, en raison de l'engouement croissant des pays du Nord pour les véhicules électriques.⁹⁷ Les défenseurs de l'environnement, qui mettent leur vie en danger pour protéger la planète, font fréquemment face à des attaques, qu'elles soient mortelles ou non, orchestrées par des forces gouvernementales et industrielles cherchant à les faire taire. Les femmes, en particulier, sont confrontées à des formes de violence spécifiques au genre, notamment le rejet communautaire et les violences sexuelles.⁹⁸

Le nouvel objectif annuel de financement climatique au titre de la CCNUCC, qui doit être fixé d'ici 2025, offre une occasion unique de répondre aux besoins réels des pays en développement, qui se chiffrent en milliers de milliards de dollars par an. Cela passe par la mise en place d'un financement public additionnel, reposant sur des subventions, tout en renforçant l'obligation des pays riches de soutenir ces efforts.⁹⁹ La société civile plaide en faveur de normes et d'indicateurs qualitatifs garantissant que ce financement contribue à la promotion et à la protection des droits humains, soutient des solutions climatiques efficaces et rejette les approches fallacieuses axées sur les profits ou l'extractivisme déguisé en écologie.

94 OECD (2024) [Developed countries materially surpassed their USD 100 billion climate finance commitment in 2022](#) (« Les pays développés ont matériellement dépassé leur engagement de financer le climat à hauteur de 100 milliards de dollars en 2022 »). [notre traduction]

95 Nick Buxton et al. (2024) [Energy, Power and Transition: State of Power 2024](#) (« Énergie, pouvoir et transition : État du pouvoir 2024 »), *Transnational Institute*.

96 OECD (2024) [Financement climatique fourni et mobilisé par les pays développés en 2013-2022](#).

97 Julia Gerlo and Marius Troost (2023) [The foreign financiers of Argentina's lithium rush](#) (« Les financiers étrangers de la ruée vers le lithium en Argentine »), *Both Ends*.

98 Global Witness (2023) [Standing firm: The Land and Environmental Defenders on the frontlines of the climate crisis](#) (« La fermeté est de mise : Les défenseurs de la terre et de l'environnement en première ligne de la crise climatique ») ; Ana Fornaro and María Eugenia Ludueña (2023) [Indigenous women lead battle for land rights in Argentina](#) (« Les femmes autochtones mènent la bataille pour les droits fonciers en Argentine ») *OpenDemocracy*; Merlyn Thomas and Lara El Gibaly (2024) [Neom: Saudi forces 'told to kill' to clear land for eco-city](#) (« Neom : les forces saoudiennes ont reçu l'ordre de tuer pour dégager des terres en vue de la construction d'une ville écologique »), *BBC News*.

99 ActionAid Australia (2024) [Finding the Finance: Tax Justice and the Climate Crisis](#) (« Trouver le financement : La justice fiscale et la crise climatique »).



La pression de la banque mondiale pour privatiser la transition vers une économie à faibles émissions de carbone

La Banque mondiale continue de promouvoir les politiques de libre marché (telles que la privatisation, la libéralisation financière et commerciale) dans les pays du Sud, notamment à travers des prêts conditionnels, souvent octroyés lors de crises économiques. Dans le cadre de son engagement croissant en faveur du financement climatique, la Banque perpétue ce modèle en imposant des réformes néolibérales dans les secteurs de l'énergie des pays comme condition pour recevoir des fonds. Un rapport récent du Bretton Woods Project met en lumière le rôle central du financement de la politique de développement (DPF) de la Banque dans la promotion de réformes néolibérales axées sur l'intégration du secteur privé dans les systèmes énergétiques des pays bénéficiaires.¹⁰⁰

Aux Philippines, par exemple, les prêts de politique de développement (DPL) pour 2020-2023, totalisant 4,85 milliards de dollars, étaient assortis de 59 conditions contraignantes de réformes néolibérales, dont la libéralisation complète du secteur des énergies renouvelables, incluant l'ouverture à la propriété étrangère majoritaire, et la mise en place de cadres réglementaires visant à développer un marché pour les véhicules électriques. Une analyse menée par IBON International révèle que ces prêts ont exacerbé la violence systémique à l'égard des femmes par le pillage des ressources, l'exploitation du travail, la militarisation et la répression de l'État, tout en alourdissant le fardeau de la dette nationale.¹⁰¹

Malheureusement, cette situation s'inscrit dans une tendance plus large : entre 2017 et 2022, 45,6 % des investissements réalisés par la Banque dans les énergies renouvelables dans les pays du Sud se sont avérés avoir des « impacts potentiels sur les droits fonciers ». Ces projets ont souvent engendré des accaparements de terres, le déplacement de communautés locales, ainsi que des atteintes à la diversité biologique et aux ressources naturelles.¹⁰² Ces déplacements ont des répercussions particulièrement sévères pour les femmes, qui font face à des difficultés accrues pour accéder à un emploi rémunéré et à des moyens de subsistance dans les zones de réinstallation.¹⁰³

100 Jon Sward and Laure-Alizée Le Lannou (2024) [Gambling with the planet's future? World Bank Development Policy Finance, 'green' conditionality, and the push for a private-led energy transition](#) (« Un pari sur l'avenir de la planète ? Le financement des politiques de développement de la Banque mondiale, la conditionnalité « verte » et la promotion d'une transition énergétique dominée par le secteur privé »), *Bretton Woods Project*.

101 IBON International (2024), [Reproduction de la violence systémique contre les femmes : impacts potentiels des prêts de la Banque mondiale pour les droits des femmes aux Philippines](#).

102 Mark Moreno Pascual (2023) [Lost in Transition: Analysis of the World Bank's Renewable Energy Investments since Paris](#) (« Perdue dans la transition : Analyse des investissements de la Banque mondiale dans les énergies renouvelables depuis Paris »), *Recourse*.

103 Fadzilah Majid Cooke et al. (2017) [The Limits of Social Protection: The Case of Hydropower Dams and Indigenous Peoples' Land](#) (« Les limites de la protection sociale : le cas des barrages hydroélectriques et des terres des peuples autochtones »), *Asia & the Pacific Policy Studies* 4(3).

Les fonds multilatéraux pour le climat

Les trois fonds multilatéraux pour le climat au service de la CCNUCC (le Fonds d'adaptation, le Fonds pour l'environnement mondial et le Fonds vert pour le climat) restent largement sous-financés. Le Fonds d'adaptation n'atteint toujours pas ses objectifs en matière de mobilisation des ressources,¹⁰⁴ et la deuxième reconstitution des ressources du Fonds vert, d'un montant de 12,8 milliards de dollars pour la période 2024-2027, bien que supérieure aux 10 milliards de dollars de la première période de reconstitution (2019-2023), ne représente qu'une augmentation marginale si l'on tient compte de l'inflation.¹⁰⁵ De son côté, le Fonds de réponse aux pertes et dommages (FrLD), créé récemment, suscite une attention particulière de la part de la société civile, notamment en raison de son sous-financement alarmant (seulement 700 millions de dollars promis à ce jour) et de la nomination controversée de la Banque mondiale comme hôte intérimaire.¹⁰⁶

Les communautés qui ont besoin de financement pour lutter contre le changement climatique restent préoccupées par le fait que les fonds climatiques ne sont ni suffisants ni accessibles de manière équitable en raison des processus bureaucratiques complexes nécessaires pour accéder à ces fonds, notamment les exigences strictes en matière d'établissement de rapports.¹⁰⁷ Par conséquent, la société civile a insisté sur la nécessité de créer un guichet d'accès communautaire au sein de la FrLD afin de faciliter l'accès direct des communautés en première ligne des impacts climatiques.¹⁰⁸ Cependant, ces réformes administratives ne suffisent pas. Ce qui compte avant tout, c'est un financement public plus élevé et une ambition renforcée. Un accroissement significatif des ressources dédiées aux principaux fonds multilatéraux pour le climat est indispensable pour répondre aux besoins réels, dépassant de loin de simples ajustements visant à faciliter l'accès.

CONCLUSION

Face à l'aggravation des crises économiques et environnementales internationales, il est impératif d'engager des actions audacieuses pour une justice économique et climatique féministe. Les réformes progressives, les discours apaisants et les pseudo solutions technocratiques reposant sur les mécanismes de marché sont loin de répondre à l'ampleur des crises systémiques auxquelles nous faisons face.

Aujourd'hui plus que jamais, nous avons besoin d'un système multilatéral redynamisé qui se capable de porter et de promouvoir des transformations structurelles stratégiques en matière de dette, de financement climatique, de gouvernance économique mondiale et de fiscalité. Des occasions stratégiques se dessinent pour la société civile internationale, notamment :

- ➔ la poursuite des négociations sur la Convention-cadre des Nations unies sur la fiscalité et le FrLD ;
- ➔ la mise en place d'un nouvel objectif quantifié collectif (NCQG) pour le financement climatique ;
- ➔ les préparatifs de la conférence des Nations unies sur le financement du développement en juillet 2025, voie essentielle pour des négociations équitables sur la réforme de l'architecture internationale en matière de dette, de fiscalité et de gouvernance économique internationale.

Bien que ce document mette l'accent sur le plaidoyer à l'échelle mondiale, une analyse féministe structurelle met en lumière le rôle central des mouvements populaires et des défenseurs des droits dans leur combat pour élaborer des économies de solidarité et de réciprocité, protéger les terres et les droits face à l'austérité, l'extractivisme et le militarisme, envisager un avenir collectif où la justice économique, écologique et de genre prévaut. C'est ce travail de terrain, porté par une imagination radicale et des visions audacieuses pour un monde meilleur, qui continue à nous faire avancer.

¹⁰⁴ Adaptation Fund Board (2024) [Update on Resource Mobilization for the Fund](#) (« État d'avancement de la mobilisation des ressources pour le Fonds »).

¹⁰⁵ Green Climate Fund (2024) [GCF-2 - Resource mobilisation](#) (« GCF-2 - Mobilisation des ressources »).

¹⁰⁶ Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (2024), [Rapport de la Conférence des Parties sur sa vingt-huitième session, tenue aux Émirats arabes unis du 30 novembre au 13 décembre 2023. Première partie : Délibérations.](#)

¹⁰⁷ The Climate Reality Project Philippines (2024) [Statement on the Philippines' selection to host the Loss and Damage Fund Board](#) (« Déclaration sur la sélection des Philippines pour accueillir le conseil d'administration du fonds de réponse aux pertes et préjudices »).

¹⁰⁸ The Loss & Damage Collaboration (2024) [Open Letter to the Board of the Loss and Damage Fund on Direct Community Access](#) (« Lettre ouverte au conseil d'administration du fonds de réponses aux pertes et préjudices sur l'accès communautaire direct »).